

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BIOVAL**

Zone d'activités de la Grande Bellavarde  
73390 CHAMOIX SUR GELON

Références : 20220830-RAP-BIOVAL-Inspection-SuiviIncendie-APMD  
Code AIOT : 0010700350

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement BIOVAL implanté Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 CHAMOIX SUR GELON. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi :

- d'une inspection réalisée le 2/08/2022 après un incendie déclaré le 1/08/2022 dans un stock de déchets non dangereux,
- d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/10/2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOVAL
- Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 CHAMOIX SUR GELON
- Code AIOT : 0010700350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED-MTD : Oui

La société BIOVAL, dont le siège social est établi au lieu dit Les trois Vallons, 38080 L'Isle d'Abeau, a

repris en 2020 les activités de production de CSR (combustible solide de récupération) anciennement exploitées par la société SIBUET.

Elle exploite régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 11 mai 2020, une installation de traitement de déchets non dangereux sur un site qui occupe une surface d'environ 26 000 m<sup>2</sup> et emploie 21 personnes.

L'activité de traitement de déchets non dangereux consiste à fabriquer du CSR à l'usage des cimenteries avec des déchets issus des bennes « d'enfouissables » collectées dans les déchetteries du secteur, de déchets provenant d'industriels, et de déchets provenant de la filière de collecte des déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi Incendie
- Suivi APMD (volume et emplacement des stockages de CSR et autres déchets)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
3	Stockage de déchets sur la parcelle ZN 80	AP de Mise en Demeure du 13/10/2021, article 1er – point 1	Amende administrative

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Observation
1	Suites données au demandes de l'inspection du 2/08/2022	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 1.5.7	OUI
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 6.5.1	OUI
4	Stockage de CSR et autres types de déchets	AP de Mise en Demeure du 13/10/2021, article 1er - point 2	OUI

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a donné suite aux demandes formulées lors de l'inspection du 2/08/2022 au sein du rapport d'accident transmis le 18/08/2022.

Concernant le renforcement des moyens de lutte contre un incendie, il est convenu que l'exploitant remette un plan d'action pour le 1/12/2022 au plus tard. Cette échéance sera prescrite dans le futur arrêté préfectoral (mise à jour en cours).

Il a également été constaté que le stockage de CSR sur la parcelle ZN 80 est encore présent. La mise en demeure du 13/10/2021 n'est donc pas respectée sur ce point. Nous proposons à Monsieur le Préfet, en application de l'article L-171-8 du code de l'environnement, de prendre une amende administrative à l'encontre de l'exploitant, d'un montant de 2000 euros.

L'exploitant doit évacuer l'ensemble du CSR et autres déchets stockés sur la parcelle ZN 80 dans les meilleurs délais. Nous lui demandons de nous adresser des photographies justificatives le moment venu.

En revanche, le volume total de CSR sur le site, respecte largement le volume demandé dans le dossier de porter à connaissance (actuellement à l'instruction). La mise en demeure est donc respectée sur ce point.

Les stocks des autres déchets respectent par ailleurs les limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/05/2020.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites données aux demandes de l'inspection du 2/08/2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 1.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accidents et incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport d'accident est rédigé par l'exploitant, et transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, ainsi que les mesures prises ou prévues pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Un rapport peut également être demandé par l'inspection des installations classées en cas d'incident.
<b>Constats :</b> L'exploitant a donné suite aux demandes formulées lors de l'inspection du 2/08/2022 au sein du rapport d'accident transmis le 18/08/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 6.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre... La totalité des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie en place est conforme aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b> Constats L'exploitant a indiqué avoir une réunion vendredi 2/09/2022 avec les actionnaires de l'entreprise, afin de convenir du montant des investissements que l'entreprise pourrait soutenir pour renforcer la sécurité incendie du site. Une étude sur l'organisation du site en matière de défense incendie du site sera lancée dans la foulée. Un plan d'action sera élaboré et transmis à notre service. Il présentera les mesures de renforcement de la sécurité prévues, coûts d'investissement et calendrier de réalisation.  Concernant la détection incendie, une caméra thermique (distributeur : KOOï) positionnée sur le pilier de l'un des hangars de stockage du CSR, balaye le site de long en large et de haut en bas en permanence. Les images reportées par la caméra ont été visualisées en séance, sur un ordinateur et un téléphone portable appartenant à l'exploitant. La totalité du site est balayée en environ 2 minutes 30 secondes. L'objectif de la caméra est de détecter l'apparition de feux couvants. Basée sur l'infrarouge, la caméra mesure la température d'ambiance et offre 3 niveaux de détection : 1) la présence d'une température élevée sur une superficie assez conséquente (nombre de pixels), 2) une élévation de température dans le temps à un endroit donné, 3) l'atteinte d'une température très élevée à un endroit donné. Selon l'exploitant, le dispositif est en mesure de détecter un feu couvant qui surviendrait derrière un tas de déchets, de par l'augmentation de température de l'air ambiant autour du tas, qui va naturellement s'élever et être visible par la caméra. L'exploitant a confirmé l'efficacité du dispositif et qu'une caméra suffit pour la détection incendie (dimensionnement validé par le fournisseur).  L'exploitant a confirmé que la caméra ne couvre pas l'intérieur de l'usine, qui ne contient des déchets que pendant les heures d'exploitation, mais est vide lorsque le personnel est absent (rappel : l'usine fonctionne de 7h à 22h du lundi au samedi ; du personnel est toutefois présent de 22 h à 6 h pour procéder au nettoyage complet de l'usine).  Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il va rajouter des blocs béton, pour réduire la taille de certains tas, comme annoncé dans le rapport d'accident. Le plan des stockages ne sera pas modifié sensiblement par rapport à celui présenté dans le dossier de porter à connaissance (indice B transmis le 20/05/2022).
<b>Observations :</b> Il est convenu que le plan d'action sera remis pour le 1/12/2022 au plus tard. Cette échéance sera prescrite dans le futur arrêté préfectoral (mise à jour en cours)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Stockage de déchets sur la parcelle ZN 80**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/10/2021, article 1er – point 1
<b>Thème(s) :</b> Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1. Surstockage de déchets La société BIOVAL a été mise en demeure dans un délai de 5 mois, d'évacuer vers des installations conformes les balles de CSR stockées sur la parcelle ZN 80, en vue de respecter l'interdiction de énoncée à l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2020 susvisé, précisant qu'aucun stockage de déchets ni aucune installation classée ne sont autorisés sur cette parcelle.
<b>Constats :</b> La parcelle ZN 80 comporte encore des déchets : - au milieu de la parcelle : un tas de balles de CSR vertes affaissé et quelques déchets non dangereux : Il s'agit du tas qui a été exposé au flux thermique de l'incendie de DEA survenu le 1/08/2022. C'est principalement le film d'emballage qui a brûlé ; selon l'exploitant, le contenu des balles n'a quasiment pas brûlé. - au nord de la parcelle : du CSR en vrac issu de l'ouverture des balles exposées à l'incendie. L'exploitant a indiqué que les balles touchées par l'incendie sont progressivement ouvertes ; le CSR qu'elle contient est entreposé à proximité ; il va être criblé la semaine suivante (36) afin d'extraire les éléments indésirables (morceau de film brûlé ou non) et remis avec le CSR à expédier. Le tas devrait être débarrassé au 15/09. - au sud de la parcelle, un tas de balles de CSR vertes rangées d'environ 800 m <sup>3</sup> ; L'exploitant n'a pas pu s'engager sur une échéance prochaine pour l'expédition de ce CSR vers les cimenteries.
<b>Observations :</b> Cinq mois après l'échéance, le point 1 de la mise en demeure du 13/10/2021 n'est toujours pas respecté. Par suite, nous proposons à M. le préfet, en application de l'article L. 171-8 de code de l'environnement de prendre une amende administrative à l'encontre de l'exploitant, d'un montant de 2000 €. L'exploitant doit évacuer l'ensemble du CSR et autres déchets stockés sur la parcelle 80 dans les meilleurs délais. Nous lui demandons de nous adresser des photographies justificatives le moment venu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende administrative

#### N° 4 : Stockage de CSR et autres types de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/10/2021, article 1 – point 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1. Surstockage de déchets • évacuer l'excédent de CSR stocké sur le site, jusqu'à l'atteinte du volume maximal défini par le dossier de porter de connaissance (indice A du 27 mai 2021 : 4300 m <sup>3</sup> ) ; L'exploitant communiquera chaque mois à la DREAL les volumes évacués, la destination des déchets déstockés et l'état des stocks pour les deux catégories de déchets visées ci-dessus.
<b>Constats :</b> Constats L'exploitant a indiqué que la situation s'est débloquée et que la demande de CSR est élevée. BIOVAL livre 4 cimentiers différents. Le déstockage du CSR s'est donc poursuivi ces dernières semaines à un rythme accéléré.  Lors de la visite, les espaces de stockage de CSR étaient très peu remplis, à l'exception du bâtiment CSR 3. Le volume total de CSR présent sur le site, en comptant le CSR en balles, respectait largement le volume indiqué dans le dossier de porter à connaissance (4300 m <sup>3</sup> ), valeur qui a été utilisée comme référence dans l'APMD du 13/10/2021 et qui va être reprise lors de la mise à jour prochaine de l'arrêté préfectoral d'autorisation.  Par ailleurs, les stocks des autres types de déchets respectaient les limites prévues par l'arrêté préfectoral ou par le dossier de porter à connaissance.  Pour mémoire le point 3 de la mise en demeure du 13/10/2021 (évacuer l'excédent de "déchets lourds" stocké sur le site, jusqu'à l'atteinte du volume maximal défini par le dossier de porter de connaissance) a déjà été levé lors d'une précédente visite d'inspection.
<b>Observations :</b> La mise en demeure est respectée sur ce point .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite